

Après l'assassinat de Benjamin Moloïsé

Plus que jamais, sanctions contre l'Afrique du Sud

Le 13 novembre à l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre a recommandé le non-renouvellement des contrats d'importation de charbon sud-africain arrivant à échéance le 31 décembre prochain. Selon les informations recueillies, il s'agit essentiellement du contrat de l'EDF qui serait non pas totalement annulé, mais sensiblement réduit, et de celui de CDF-Energie. Cette mesure correspond à la baisse d'activité en France des centrales thermiques, remplacées progressivement par les centrales nucléaires. Les importations d'Afrique du Sud se poursuivent pour la sidérurgie, les cimenteries, etc. par l'intermédiaire de l'ATIC (Association Technique de l'Importation Charbonnière).

Le MRAP estime qu'il s'agit là, pour la première fois, d'une sanction significative de la France à l'encontre du pays de l'apartheid. Il a demandé à rencontrer le président de l'ATIC, M. Hubert Dubedout, pour obtenir des précisions lui permettant d'en apprécier la portée.

Côté sud-africain, il semble que ce premier pas ne soit pas encore de nature à ébranler la morgue des dirigeants de Pretoria. Leurs exportations de charbon diminueront, dit-on, de 3 %.

Dans les domaines militaire et industriel, le soutien de la France au système d'apartheid reste considérable: livraison de pétrole, de pièces détachées pour les armements, de technologies de pointe, licences de fabrication, maintien des filiales de sociétés françaises (nationalisées ou non), investissant sur place leurs bénéfices, et surtout développement de l'équipement nucléaire, en échange d'importations d'uranium et de divers métaux précieux (or, platine, argent, palladium) qui pourraient être achetés ailleurs.

CHARBON: UNE LARGE MOBILISATION

La mesure prise fait suite à la grande campagne menée depuis cet été pour des sanctions, où le MRAP a joué un rôle actif.

Rappelons, pour ce qui est du charbon, la manifestation du 27 août à Paris, sous l'égide des Rencontres Nationales contre l'apartheid (où le MRAP est partie prenante), du siège de l'ATIC au Parvis des Droits de l'Homme et des Libertés: avec ses cinq à six mille participants (malgré les vacances) ce fut l'une des plus importantes démonstrations contre l'apartheid qui se soit déroulée en France. Des manifestations semblables avaient eu lieu le même jour au Havre, à Rouen, Dijon, Grenoble, Toulouse,

Nice, Boulogne-sur-Mer. Elles succédaient à plusieurs autres, en juillet et août, contre la répression de plus en plus violente en Afrique du Sud.

Depuis, à toute occasion, le non-renouvellement des contrats charbonniers a été réclamé dans la rue, dans des tracts, des réunions publiques, des conférences de presse. La CGT a pris des initiatives spectaculaires: occupation de navires transportant du charbon sud-africain au Havre et à Fos; ce même combustible répandu devant des préfectures ou brûlé dans maintes manifestations. Cette mobilisation se relie à l'exigence de l'exploitation du charbon français, alors que tant de mines sont fermées.

LES ANTIRACISTES DANS LA RUE

"Pas un sou pour l'apartheid!"... La campagne du MRAP pour le boycott des produits sud-africains (1) connaît depuis septembre un impressionnant succès, de même que son badge "Apartheid Stop". Cet appel à l'action individuelle et quotidienne va de pair avec la pression pour obtenir des sanctions efficaces du gouvernement.

Pendant plus de deux mois, les manifestations de rues se sont multipliées, appelées par le MRAP et des associations aux conceptions parfois différentes. Partout, le MRAP était présent, très souvent l'initiateur.

Citons par exemple les deux manifestations de Paris le 26 septembre, l'une de la place Saint-Sulpice à l'ambassade d'Afrique du Sud, l'autre de l'ambassade à Matignon. Deux manifestations également à Lyon, le 26 septembre et le 3 octobre. Deux, mais se suivant, et bientôt mêlées, à Tours, le 26 septembre.

A Nantes, le 17 septembre, le MRAP appelle à un défilé et un meeting, place du Commerce, avec le Comité de soutien à la lutte des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie. De nombreuses organisations apportent leur concours. Les prises de paroles sont précédées par le spectacle d'un groupe musical africain. A Montpellier, c'est le problème du charbon qui est au cœur de la manifestation du 29 septembre, avec la C.G.T.

A Lille, pour les dix jours contre l'apartheid, 25 organisations s'associent au MRAP et à la Ligue des Droits de l'Homme: plus de 1.000 personnes défilent de la Grand'Place au consulat d'Afrique du Sud, le 2 octobre; une soirée-débat a lieu avec Dulcie September, représentante en France de l'African National Congress, le 8, au grand amphithéâtre du CRDP; et le samedi 12, sur la place Rihour, ce sont six heures d'animation, avec stands et interventions.

JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE

Cette dernière initiative s'inscrivait dans le cadre de la Journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud proclamée par l'ONU et qui a connu en France une ampleur sans précédent.

Dès le 11 octobre, à **Paris**, c'étaient les six heures de l'apartheid, à l'initiative des Rencontres nationales. Le quai d'Orsay était barré, à hauteur de l'ambassade d'Afrique du Sud, par un podium où se sont produits, de 17 à 23 heures, des chanteurs et comédiens, et où les représentants des organisations participantes ont pris la parole. George Pau-Langevin, présidente du MRAP, fut la première à intervenir. Le stand de notre Mouvement, parmi les autres, a connu une grande affluence.

Le même jour, rassemblements à **Albi**, place du Vigan, appelé par affiches, avec musiques, panneaux d'information, tracts, intervention de Xavier Schapiro, président de notre fédération du Tarn; à **Reims**, devant le Palais de Justice, avec une dizaine d'organisations; à **Grenoble**, place Hoche, avec décoration réalisée par des plasticiens, concert, spectacles pendant trois heures, à l'appel de nombreuses associations; à **Lyon**, place Bellecour, avec exposition de panneaux; à **Dijon**, avec 21 associations qui ont rebaptisé momentanément la place de la Libération du nom de Nelson Mandela: textes lus par des comédiens, motions adressées au gouvernement français et à l'ambassade d'Afrique du Sud; à **Dunkerque**; à **Poitiers**, place Leclerc, où Gisèle Jean, présidente de la fédération de la Vienne, a appelé au boycott des produits sud-africains dans les cantines des écoles et des entreprises, à l'information dans les établissements scolaires, à la collecte pour l'aide médicale aux réfugiés d'Afrique du Sud.

Ailleurs, la célébration de la Journée de solidarité a pris d'autres formes. A **Nancy**, soirée avec films, trois groupes musicaux, témoignages et déclarations. A **Bègles** (33), toute une journée avec films, expositions, spectacles, activités sportives et débats. A **Lunel** (34), présentation de panneaux et pétitions sur le marché (13 octobre). A **Nice**, la mairie a été harcelée d'appels téléphoniques demandant l'annulation du jumelage avec Le Cap, et une "chaîne" de lettres a été lancée, chaque correspondant devant en susciter trois autres.

BENJAMIN MOLOISE

Nouveau temps fort de l'action lors de l'exécution à Pretoria du jeune militant Benjamin Moloisé, pour un crime qu'il n'a pas commis, mais qu'il avait décidé de revendiquer par solidarité avec l'ANC. Le 17 octobre, veille de sa pendaison,

plusieurs milliers de Parisiens manifestent, et le MRAP prend part aux différents cortèges. Une délégation du MRAP, de l'AFASPA et des Rencontres nationales contre l'apartheid est longuement reçue au ministère des Relations Extérieures. Manifestations également, le soir à **Rennes**, où, dans l'après-midi, 400 lycéens avaient défilé dans les rues.

Le 18, jour du crime, l'Assemblée Nationale suspend ses travaux pendant cinq minutes, en signe de deuil, sur proposition du Groupe communiste. Le président de la Commission des Affaires Etrangères, M. Claude Estier, déclare: "Cela devrait pousser à aller plus loin dans les mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud". M. Laurent Fabius observe une minute de silence devant l'ambassade sud-africaine. M. Leopold Sedar Senghor lit, à TF1, le dernier message de Benjamin Moloisé.

Manifestation à **Grenoble**, où une stèle commémorant la Résistance est fleurie; à **Nancy**, où se déroule une marche silencieuse aux flambeaux; à **Limoges**, où le Festival de la Francophonie adresse un message de protestation à Botha. La fédération du MRAP de **Corse-du-Sud** lance un appel au renforcement du boycott quotidien des produits de l'apartheid.

A **Marseille**, dès le matin, des militants du MRAP, du Groupe Afrique et du Collectif Anti-Apartheid avaient occupé pendant une demi-heure le consulat d'Afrique du Sud et inscrit sur le devant de l'immeuble: "Botha assassin".

KYALAMI

La place nous manque pour énumérer les initiatives, souvent originales, des comités et fédérations au cours des trois derniers mois, traduisant la vigilance et la combativité du MRAP contre l'apartheid. Nous y reviendrons dans nos prochains numéros.

Signalons enfin les interventions répétées du MRAP pour tenter d'empêcher le scandale de la course de Kyalami, le lendemain même de l'exécution de Benjamin Moloisé. C'est seulement le 23 octobre que les Fédérations internationales de Sport automobile et motocycliste ont annoncé l'annulation de leurs épreuves d'Afrique du Sud en 1986. Mieux vaut tard que jamais!

(1) A noter que la société Pampryl nous a fait savoir qu'elle n'utilise plus depuis plusieurs années de fruits d'Afrique du Sud pour la fabrication de ses produits. Le tract a été modifié sur ce point.